

Août 2014

Nous contacter à WIEGO !

Courriel :
WIEGO

79 JFK Street #32,
Cambridge, MA 02138 USA

Tel. : 617-496-7037

Fax : 617-496-2828

Courriel :

Karen_Mccabe@hks.harvard.edu

Julia_Martin@hks.harvard.edu

Web : www.wiego.org

Facebook :

[facebook.com/wiegoglobal](https://www.facebook.com/wiegoglobal)

Twitter : @wiegoglobal

Quoi de neuf à WIEGO?

Cliquer ici pour obtenir un lien vers nos activités et nos événements [récents](#) et [à venir](#) (en anglais)!



Les travailleuses informelles participent à la 103^{ième} session de la Conférence internationale du Travail (CIT).

Photos par S. Trevino



Lettre d'Information OBA de WIEGO



Une newsletter aux organisations de travailleurs informels basées sur leurs adhérents (OBA)

SALUT CHERS AMIS ET COLLÈGUES !

Nous nous présentons avec plaisir la [newsletter WIEGO aux OBA](#), août 2014, et vous invitons à lire dans ces colonnes des articles éclairants sur la participation des travailleurs informels à la Conférence internationale du Travail, des conférences régionales des autorités municipales sur les travailleurs à domicile, un atelier de renforcement des capacités pour le leadership de la FITD, et la campagne menée par les vendeurs de rue à Lima pour obtenir une nouvelle ordonnance municipale. Ben entendu, comme d'habitude, nous aimerions avoir de vos nouvelles ! Si vous avez des questions ou des commentaires, ou si vous souhaitez proposer des articles en prévision du prochain numéro, n'hésitez pas à nous écrire à l'adresse julia_martin@hks.harvard.edu ou karen_mccabe@hks.harvard.edu.

Visibilité et voix lors de la Conférence Internationale du Travail

Par Chris Bonner, directrice du programme, Organisation et Représentation, WIEGO

Les travailleurs informels ont accru leur visibilité et renforcé leur voix dans le contexte international du travail cette année. Plus de 30 représentants des travailleurs informels ont participé aux négociations tenues à Genève (Suisse) lors de la Conférence internationale du Travail (CIT) dont le thème était de « Faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle ». WIEGO, StreetNet International, la FITD (Fédération internationale des travailleuses domestiques) et l'ITF (Fédération internationale des travailleurs du secteur des transports) ont tous fourni leur appui pour permettre aux travailleurs d'y assister. WIEGO a aussi fourni un soutien administratif et des services de coordination et de traduction tant avant la Conférence que pendant son déroulement.

Nos représentants sont venus des organisations basées sur leurs adhérents (OBA) de vendeurs, de travailleurs à domicile, de récupérateurs de matériaux et de travailleuses domestiques, ainsi que de la SEWA. Des travailleurs du secteur des transports se sont aussi joints à eux pendant quelques jours. Les représentants sont venus de l'Inde, du Hong Kong, des Philippines, de la Thaïlande, de l'Afrique du Sud, de la Guinée, du Niger, de Malawi, du Ghana, de Pérou, de l'Argentine, de la Colombie, du Nicaragua, de la Bulgarie, de l'Espagne et des États-Unis. Le groupe a bien collaboré, se rencontrant tous les matins dès 8 h afin de planifier la journée.

Bien que certains représentants,

surtout les travailleuses domestiques, aient déjà assisté à la CIT auparavant, pour d'autres, il s'agissait d'une toute nouvelle expérience. Les négociations pendant la CIT étaient tripartites et se sont déroulées entre des délégués officiels provenant des syndicats (travailleurs), des associations d'employeurs et des gouvernements. Les rencontres tripartites, très formelles, étaient bien différentes des réunions entre travailleurs où nous étions libres de parler, chanter, applaudir et afficher nos bannières ! Officiellement inscrits en tant qu'ONG internationaux, nous avions la possibilité limitée de nous exprimer dans les discussions du Groupe des travailleurs; lors des négociations tripartites, seulement une personne pouvait parler pour les travailleurs.

Or, plusieurs membres de notre groupe ont pu manifester leur présence de différentes façons. Notre [Plateforme](#) a été bien reçue, et presque toutes les copies imprimées (disponibles en quatre langues), ont été ramassées. Notre groupe a soumis nos modifications proposées pour le document faisant l'objet de la négociation (ébauches de conclusions) au président et au secrétaire du Groupe des travailleurs, ainsi qu'à nos alliés dans les délégations syndicales. Bon nombre d'entre elles ont été revendiquées par le Groupe des travailleurs, puis finalement acceptées. Nous avons aussi fourni au Groupe des travailleurs des données utiles pour renforcer leurs arguments. Quatre d'entre nous ont pu parler brièvement lors du Comité tripartite, trois de nos membres ont parlé dans la Salle d'assemblée principale, et

d'autres ont parlé lors de réunions parallèles organisées par des groupes tels que la FES, la Nordic School, CARITAS Internationales et Kolping International. Nous avons aussi participé à des rencontres organisées par l'Unité des coopératives de l'OIT. Comme résultat, nous avons accepté de continuer à réseauter dans les coopératives et à développer un espace Web commun pour faciliter l'échange d'information.

Après de longues négociations, qui se sont poursuivies jusqu'à 22 h plusieurs soirs, le document faisant état des Conclusions a été accepté. Ce document formera la base de la deuxième série de négociations prévues en juin 2015. Si ces dernières portent fruit, elles mèneront à la création d'un instrument de l'OIT, soit une Recommandation.

Il nous reste encore beaucoup de travail à faire d'ici à juin 2015. Nous devons nous assurer que les syndicats comprennent bien la réalité du travail informel et qu'ils appuient fortement les positions qui nous sont favorables. Nous devons travailler avec nos propres gouvernements afin qu'ils nous appuient aussi. Nous devons persuader les employeurs que les travailleurs informels sont bel et bien des travailleurs et qu'ils ont droit à un travail décent et à la protection. La question ne se limite pas au simple fait de se faire inscrire et d'imposer le revenu des entreprises informelles. Veuillez lire les conclusions ([page 147](#)).

Cliquez ici pour voir des [vidéos](#) et des [photos](#).

« Les travailleurs à domicile ne devraient pas seulement recevoir des aménagements publics en raison de leur contribution considérable à l'économie, mais aussi parce qu'il s'agit d'un droit fondamental ».

La Honorable gouverneure de Bangkok par intérim, la D^{re} Pusadee Tamthai



La D^{re} Tamthai et la D^{re} Chen présentent des [Notes statistiques de WIEGO](#) sur les travailleurs à domicile.

Photo fournie par HomeNet Thailand

Note d'information sur l'organisation no. 7 de WIEGO : Challenges and Experiences in Organizing Home-Based Workers in Bulgaria (disponible en anglais)

L'[Association des travailleurs à domicile en Bulgarie \(AHBW\)](#) est un exemple extraordinaire de la façon dont les travailleuses informelles ont réussi à développer une organisation populaire démocratique robuste. Quasiment dépourvue de ressources à part ses dirigeantes bénévoles et l'activisme de ses 35 000 membres, l'organisation a su faire une différence réelle dans le gagne-pain de ces femmes, et a aidé à raviver et à transformer le syndicalisme efficace en Europe de l'Est. [La Note d'information sur l'organisation no. 7](#) fait état des expériences et des défis liés à l'organisation des travailleuses à domicile en Bulgarie.



Récupératrice de matériaux portant un masque protecteur et des gants à Bogotá en Colombie.

Photo par ARB

Conférence régionale des autorités municipales sur les travailleurs à domicile

Par Shalini Sinha, spécialiste sectorielle de WIEGO, Travailleurs à domicile

Une Conférence régionale des autorités municipales sur les travailleurs à domicile a été organisée par HomeNet South Asia et HomeNet Thailand du 7 au 9 mai à Bangkok.

La conférence cherchait à souligner la façon dont les services publics convenables affectent la productivité, le gagne-pain et la qualité de vie des travailleurs à domicile, et visait aussi à partager les programmes et les interventions connexes en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est. Il y avait cinq discussions entre experts pendant la conférence afin de discuter des enjeux urbains clés touchant les travailleurs à domicile : le logement, les transports, l'eau et les installations hygiéniques, les gagne-pains et la santé et sécurité.

Les maires de ville, les administrateurs, les réseaux de travailleurs à domicile et les organisations qui travaillent avec ces derniers ont assisté à l'événement. Ces participants sont venus de huit

pays en Asie du Sud et du Sud-Est, soit le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, le Népal, le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka et la Thaïlande.

La honorable gouverneure par intérim de Bangkok, la D^{re} Pusadee Tamthai, a livré l'adresse inaugurale, et la coordinatrice internationale de WIEGO, la D^{re} Martha Chen, a prononcé le discours liminaire. Deux travailleuses à domicile locales ont partagé leurs perspectives et leurs préoccupations, et des représentants de HomeNet Thailand et de HomeNet South Asia ont aussi prononcé des discours.

La D^{re} Tamthai et la D^{re} Chen ont lancé des [Notes statistiques de WIEGO](#) sur les travailleurs à domicile en provenance de quatre pays, soit le Bangladesh, l'Inde, le Népal et le Pakistan.

Pendant une session sur le « logement sûr et adéquat », Shalini

Sinha (spécialiste sectorielle de WIEGO sur les travailleurs à domicile) a parlé du domicile en tant que lieu de travail et du besoin de transformer les domiciles en endroits productifs à travers l'amélioration du logement et la prestation d'infrastructure.

Pendant la dernière journée, une « Déclaration des villes de l'Asie sur les travailleurs à domicile » a été adoptée, en fonction des recommandations découlant de la conférence. La déclaration servira de carte de route pour les gouvernements et les autorités municipales, leur permettant d'aborder les enjeux des travailleurs urbains à domicile en Asie du Sud et du Sud-Est, et de les intégrer aux processus de planification et de mise en oeuvre.

[Rapport intégral](#) (disponible seulement en anglais) avec la présentation « *My Home is My Workplace* » (Mon domicile est mon milieu de travail) en annexe.

Mise à jour : Inclusion des récupérateurs de matériaux au système de gestion des déchets à Bogotá

Par Federico Parra, coordonnateur régional à WIEGO, Récupérateurs de matériaux, Amérique latine

En 2011, le gouvernement du district de Bogotá a lancé un appel d'offres pour les services de gestion et de collecte des matériaux pour la ville. Initialement, le processus excluait les récupérateurs de déchets ou les recycleurs qui font ce travail depuis des années. En réponse, l'Association des recycleurs de Bogotá (ARB) a déposé une motion contre le gouvernement du district, et la Cour constitutionnelle a ordonné à la ville de proposer un plan de gestion des déchets qui inclurait les récupérateurs de matériaux ou recycleurs. Le district a répondu en élaborant et mettant en oeuvre un plan plus inclusif sous le leadership du maire Gustavo Petro, et dès 2013, près de 2 000 [récupérateurs de déchets ont été rémunérés](#) pour les services de collecte fournis (en plus de tout autre revenu découlant de la vente des matériaux récupérés). Ils ont aussi été officiellement reconnus par la ville en tant que fournisseurs de services.

Cependant, au cours des six derniers mois nous avons constaté une [crise de gouvernance à Bogotá](#). Le Bureau de l'Inspecteur-général a considéré l'inclusion obligatoire des récupérateurs de matériaux comme dangereuse et comme une violation illégale de la libre concurrence. Le maire Petro a été révoqué de ses fonctions, puis rétabli à deux reprises. Il demeure actuellement en fonction, mais subit des pressions continues de la part de l'opposition. Son rétablissement a permis la poursuite de trois actions affirmatives importantes en faveur des récupérateurs et des recycleurs de matériaux :

1. Le paiement individuel versé tous les deux mois à près de 9000 récupérateurs pour les services de collecte des résidus ainsi que la récupération et le transport des matériaux recyclables.
2. Le remplacement des véhicules tirés par des animaux par des véhicules à moteur.

3. Des campagnes en faveur de la « séparation à la source ».

Qui plus est, le gouvernement national a créé l'Alliance pour le recyclage inclusif, composé de l'Association nationale des recycleurs (ANR), trois ministères et d'autres organisations civiles engagées envers la promotion du recyclage inclusif.

WIEGO a continué à appuyer l'ANR en fournissant de l'information et de la formation à six municipalités colombiennes, de sorte qu'elle soit mieux équipée pour promouvoir le modèle inclusif du recyclage dans chaque municipalité. À Bogotá plus particulièrement, WIEGO a aussi présenté à l'administration municipale des modèles inclusifs existants pour le recyclage provenant de Pune (Inde); de Buenos Aires (Argentine); et de Belo Horizonte (Brésil). Ces modèles ont été documentés et analysés dans plusieurs de Notes d'information sur les politiques de WIEGO.



En haut et en bas :

Atelier de renforcement des capacités pour le leadership de la FITD à Genève, Suisse.

Photos par FITD



AIMEZ la [page Facebook de WIEGO pour les travailleurs autonomes, les défis et les réalisations - Lima et le Pérou](#)

(en espagnol) !



Vendeuse de rue à Lima au Pérou.

Photo par M. Chen

Atelier de renforcement des capacités pour le leadership de la FITD

Par Elizabeth Tang, Secrétaire général, FITD

La Fédération internationale des travailleuses domestiques (FITD) a tenu un atelier de formation de quatre jours à Genève, du 7 au 10 juin 2014, afin de renforcer la capacité de ses dirigeantes de gérer une organisation mondiale de travailleuses. Il s'agissait de la première rencontre en personne du Comité exécutif, des coordonnatrices et de l'équipe technique depuis le Congrès fondateur en Uruguay de l'octobre précédent. L'atelier a aussi permis au leadership de la FITD de mieux se connaître les unes avec les autres.

L'atelier a débuté par une session sur la FITD et le mouvement syndical, facilité par Chris Bonner, directrice de programme, Organisation et Représentation de WIEGO. Travaillant en groupe, les participantes ont discuté et créé des images de mouvements syndicaux qui posent des problèmes partout au monde. Elles ont reconnu que les travailleuses domestiques ont besoin de l'appui du mouvement syndical et qu'elles, en tant que dirigeantes,

partagent la responsabilité de renforcer le mouvement syndical dans son ensemble.

Le groupe a également identifié les objectifs de la FITD et entrepris son examen stratégique quinquennal après avoir entendu les rapports des activités de la part des coordonnatrices et des représentantes de six régions. Des petits sous-groupes ont aussi complété une analyse SWOT, soit des forces, des faiblesses, des possibilités et des menaces, afin d'établir des moyens de renforcer l'organisation au cours des 18 prochains mois. Sous la rubrique « forces », les groupes ont identifié le nombre élevé de membres dont jouit FITD et la C189. Parmi les faiblesses identifiées, mentionnons la communication interne et les organisations qui ont encore besoin d'être renforcées. Les participantes ont décidé de se pencher sur cinq domaines de travail clés dans le cadre d'un plan d'action de 18 mois : le renforcement des affiliés, la protection des droits des travailleurs

suite à la ratification de la C189; accroître la communication efficace; établir un secrétariat qui fonctionne bien; et forger des alliances avec des syndicats et d'autres alliés.

Sofia Trevino, gestionnaire de projets mondiaux chez WIEGO, a dirigé la dernière session sur les stratégies de communication et la planification. Sa présentation a souligné l'importance pour la FITD de parler d'une seule voix. De concert avec Fish Ip, coordonnatrice pour l'Asie chez la FITD, elle a aussi offert une formation sur plusieurs outils de communication, dont le site web de la FITD, PBworks (wiki), Facebook et WhatsApp. Bon nombre des participantes se sentaient autonomisés dès la fin de la session.

Vers la conclusion de l'atelier, Myrtle Witbooi, présidente de la FITD, a rappelé à tous que ces nouveaux outils, soit le Plan d'action, les outils de communication et les nouvelles connaissances, leur permettraient de renforcer la FITD et d'en faire une organisation encore plus puissante et efficace qu'auparavant.

Campagne menée par les vendeurs de rue à Lima pour obtenir une nouvelle ordonnance municipale

Par Carmen Roca, Conseillère régionale, Amérique latine, WIEGO, et Leslie Vryenhoek, consultante indépendante

En mai 2014, le conseil municipal de Lima a adopté une nouvelle ordonnance municipale régissant la façon dont les individus sont autorisés à vendre des marchandises dans les lieux publics. L'ordonnance s'applique au district Cercado de Lima, soit le centre-ville (un carrefour commercial principal) et aura une influence majeure sur les 42 autres districts de la métropole de Lima, une ville de près de 10 millions d'habitants.

WIEGO soutient directement le processus consultatif qui a attiré plus de 150 fédérations de vendeurs de rue. Lors des ateliers de consultation, l'ébauche de la ordonnance été distribué et des commentaires et suggestions ont été acceptés afin d'améliorer le texte et son contenu.

L'ordonnance, qui remplace un autre datant de près de trente ans,

reconnaît les vendeurs en tant que travailleurs légitimes. Une orientation favorisant les pauvres accorde la priorité de permis aux vendeurs vivant dans la pauvreté extrême et à ceux devant affronter des difficultés particulières, dont les femmes chefs de famille, les aînés, les femmes enceintes et les personnes ayant un handicap. De plus, un engagement fondamental pris en fonction du régime d'octroi de permis encourage les vendeurs à économiser de l'argent et à formaliser leurs entreprises au fil du temps, les aidant à quitter la rue pour gagner un revenu plus sûr.

Aussi, l'ordonnance simplifie et accélère le processus par lequel un vendeur de rue peut recevoir l'autorisation de vendre, et prolonge la durée d'un permis de vente d'un an à deux, de sorte que les vendeurs puissent prévoir un revenu plus stable. Cette autorisation sera

maintenant accordée plus tôt pour l'année suivante, pour permettre aux vendeurs de planifier leur avenir. De plus, le processus d'appel est plus immédiat, réduisant l'incertitude des vendeurs.

La nouvelle ordonnance ne règle pas tous les problèmes cependant. Le nombre d'autorisations accordées n'atteint qu'environ la moitié de ceux qui gagnent leur vie ainsi. Les vendeurs de rue non autorisés continuent à risquer les sanctions, dont la confiscation de leur marchandise. Cependant, Carmen Vildoso, membre du conseil d'administration de WIEGO et responsable du développement économique pour la ville, a joué un rôle crucial pour faire adopter l'arrêté par le conseil.

Pour lire toute l'histoire, cliquer sur wiegoinbrief.org (en anglais).